

Règlement de consultation

**Entretien des espaces verts de manière écologique et différenciée
pour les sites de Plouzané et Argenton au profit de l'IFREMER et de
l'IPEV**

N° 251000063

Date limite de remise des offres : 28/04/2025 à 12h00

IFREMER

Zone Industrielle de la Pointe du Diable
1625 route de Sainte Anne
29280 Plouzané

Marché réservé

Le présent marché est réservé au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article L2113-12 du Code de la Commande Publique.

Table des matières

1. Présentation de l'IFREMER et de l'IPEV	4
2. Objet de la consultation	5
3. Cadre de la consultation	5
3.1. Procédure de passation	5
3.2. CCAG applicable	7
3.3. Forme du marché.....	7
3.4. Réalisation de prestations similaires	8
3.5. Modification du marché.....	Erreur ! Signet non défini.
3.6. Allotissement	Erreur ! Signet non défini.
3.7. Modalités d'attribution	Erreur ! Signet non défini.
3.8. Visite obligatoire sur site	10
3.9. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	Erreur ! Signet non défini.
3.10. Variante libre entreprise	Erreur ! Signet non défini.
3.11. Délai de validité des offres	Erreur ! Signet non défini.
3.12. Modification de détail au dossier de consultation	Erreur ! Signet non défini.
3.13. Compléments à apporter au dossier de consultation ..	Erreur ! Signet non défini.
4.1. Type de contrat	Erreur ! Signet non défini.
4.2. Montants.....	Erreur ! Signet non défini.
4.3. Classification CPV	Erreur ! Signet non défini.
4.4. Forme du contrat	Erreur ! Signet non défini.
4.5. Durée du marché	7
4.6. Unité monétaire.....	7
4.7. Langue de rédaction des propositions	Erreur ! Signet non défini.
4.8. Modalités financières	Erreur ! Signet non défini.
4.9. Conditions particulières d'exécution	8
4.10. Modification de détail au dossier de consultation	Erreur ! Signet non défini.
4.11. Compléments à apporter au dossier de consultation	Erreur ! Signet non défini.
5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	Erreur ! Signet non défini.
6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	Erreur ! Signet non défini.
6.1. Document à produire au stade de la candidature	11
6.2. Document à produire au stade de l'offre.....	13
7. CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES	16



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



8. CRITERE DE JUGEMENT DES OFFRES	16
8.1. Calcul de note prix (à partir des montants en € HT).....	16
8.2. Calcul de la note technique.....	16
8.3. Calcul de la note environnementale	17
8.4. Calcul de la note finale	18
9. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU	18
10. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES	Erreur ! Signet non défini.
11. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	Erreur ! Signet non défini.
12. CALENDRIER PREVISIONNEL.....	Erreur ! Signet non défini.

1. Présentation de l'IFREMER et de l'IPEV

IFREMER :

Établissement public à caractère industriel et commercial, l'IFREMER est placé sous la tutelle conjointe des ministères chargés de la Recherche, de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Équipement, des Transports et du Logement, et de l'Environnement.

Ses missions sont :

- Connaître, évaluer et mettre en valeur les ressources des océans et permettre leur exploitation durable ;
- Améliorer les méthodes de surveillance, de prévision d'évolution de protection et de mise en valeur du milieu marin et côtier ;
- Favoriser le développement économique du monde maritime.

Pour atteindre ces objectifs, l'IFREMER concentre son action dans les domaines suivants :

- La recherche ;
- L'expertise d'intérêt public (surveillance de l'environnement littoral et contrôle de la qualité des produits de la mer) ;
- La mise à disposition de moyens (flotte océanographique et développement technologique) ;
- Le transfert vers les entreprises et la valorisation de ses activités

Ses domaines d'activités sont :

- Surveillance, usage et mise en valeur des mers côtières ;
- Surveillance et optimisation des productions aquacoles ;
- Ressources halieutiques, exploitation durable et valorisation ;
- Exploration et exploitation des fonds océaniques ;
- Circulation et écosystèmes marins, évolution et prévision ;
- Grands équipements pour l'océanographie ;

Principales coopérations internationales :

L'IFREMER travaille en réseau avec la communauté scientifique française et internationale, et en partenariat avec des organismes de nombreux pays. La coopération de l'IFREMER est centrée sur des grands programmes internationaux, sur l'Outre-mer, sur l'International (États-Unis, Canada, Russie, Japon, Chine, Brésil, ...), et sur une politique méditerranéenne associant l'Europe à la rive Sud de la Méditerranée. Les coopérations internationales de l'IFREMER permettent un meilleur partage de la connaissance, du savoir-faire et des échanges de compétences scientifiques.

Ses actions internationales s'appuient sur :

- Une volonté de l'Union Européenne d'internationaliser la recherche européenne ;
- Une démarche internationale de l'Agence Nationale pour la Recherche ;
- Une dimension méditerranéenne croissante.

L'IFREMER en quelques chiffres :

- 1500 personnes, 2000 en incluant les filiales et laboratoires associés ;

- Budget annuel d'environ 213 M€ (hors opérations internes) ;
- 30 sites géographiques en métropole et DOM-TOM.

IPEV :

L'Institut polaire français est un organisme public chargé de la mise en œuvre de la recherche française dans les régions polaires. Il poursuit la mission lancée en 1947 par Paul-Émile Victor avec les Expéditions polaires françaises.

L'Institut polaire français est un Groupement d'intérêt public (GIP) administré par une assemblée générale, composée de membres du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, du Ministère des affaires étrangères, du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), du Centre national d'études spatiales (CNES), de Météo-France, des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Son siège, objet du présent marché, se situe à Plouzané, dans l'enceinte de l'IFREMER.

2. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'entretien des espaces verts de manière écologique et différenciée au profit de l'IFREMER et de l'IPEV des sites de Plouzané et d'Argenton.

3. Cadre de la consultation

3.1. Procédure de passation

La procédure retenue est la procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles L. 2142-2 et R. 2124-1 du Code de la commande publique.

3.2. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti. En effet, l'allotissement du marché entraînerait une complexité organisationnelle importante. La gestion de plusieurs prestataires impliquerait un surcroît de travail en termes de coordination, de pilotage et de suivi des prestations. Cette charge supplémentaire n'est pas compatible avec les moyens humains actuellement disponibles au sein de l'Ifremer.

En outre, allotir ce marché nécessiterait l'intervention de plusieurs entreprises pour réaliser les différentes prestations d'entretien des espaces verts. Cette fragmentation des lots pourrait entraîner une hausse des coûts, en raison des frais de gestion supplémentaires liés à la coordination entre les entreprises. Ainsi, le choix de ne pas allotir permet d'éviter des coûts indirects importants.

3.3. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le présent marché ne prévoit pas de prestations supplémentaires éventuelles.

3.4. Variante libre entreprise

Les variantes libres entreprises ne sont pas autorisées.

3.5. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

3.6. Groupement d'opérateurs

Le marché sera attribué :

- soit à une entreprise individuelle,
- soit à des entreprises groupées.

Les opérateurs économiques se constituent en groupement selon la forme qu'ils souhaitent, à savoir en groupement solidaire ou en groupement conjoint.

Pour les entreprises présentant leur offre sous forme de groupement :

- un des prestataires sera désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire du groupement ;
- En cas de groupement conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire.
- en cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser ;
- les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.
- Les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché (copie des habilitations à nous fournir).

Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) public(s) plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements : oui
- En qualité de membres de plusieurs groupements : oui

4. Conditions relatives au contrat

4.1 Type de contrat

Le marché objet de la consultation est un marché de service.

4.2. Classification CPV

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Objet principal : 77310000

4.3 CCAG applicable

Le présent marché fera référence au CCAG/FCS du 30 mars 2021 qui approuve les clauses générales administratives applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

4.4 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commandes en application des articles L2125-1 et R2162-3 du Code de la Commande Publique.

4.5. Montants

Montant minimum sur toute la durée du marché : sans minimum.

Montant maximum sur toute la durée du marché : 700 000 € HT. (IFREMER et IPEV)

4.6 Durée du marché

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 4 ans à compter de la date de notification du marché.

4.7 Unité monétaire

L'unité monétaire est l'Euro.

4.8 Langue de rédaction des propositions

Les pièces des offres seront rédigées en français.

4.9 Modalités financières

Le financement du présent accord-cadre s'effectue sur fonds propres de l'IFREMER et de l'IPEV.

Les prix sont unitaires/forfaitaires.

La nature des prix est définie à l'article 5 du CCAP.

L'offre sera établie aux conditions économiques du mois de avril 2025.

4.10. Modification du marché

Le pouvoir adjudicateur se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public en application des articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique.

4.11 Réalisation de prestations similaires

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires passé en application de la procédure négociée de l'article R2122-7 du Code de la Commande publiques et qui seront exécutées par le titulaire initial du marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

4.12 Conditions particulières d'exécution

Prise en compte du caractère social et environnemental dans l'exécution du marché :

Cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution visées par l'article L 2111-1 du Code de la Commande Publique. Ces conditions sont définies à l'article 9 du CCAP.

Marché réservé : le présent marché est réservé au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article L2113-12 du Code de la Commande Publique.

Clauses d'insertion : Cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution liées aux clauses sociales (insertion professionnelle des publics en difficulté) et aux clauses environnementales.

Les conditions d'exécution à caractère social sont détaillées dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Ces clauses ont pour conséquence de confier au titulaire concerné des volumes d'heures qui constituent des minimums obligatoires.

5. Dossier de consultation

5.1 Contenu du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur fournira au candidat le dossier de consultation comprenant :

- Le présent règlement de la consultation (RC),
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et les annexes éventuelles ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et les annexes associées ;

Ce dossier est disponible sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.2. Modification de détail au dossier de consultation

L'IFREMER se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres finales, des modifications de détail au dossier de consultation. La personne publique informera tous les candidats dans les conditions respectueuses du principe d'égalité.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition ci-dessus est applicable en fonction de la nouvelle date.

5.3. Compléments à apporter au dossier de consultation

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au dossier de la consultation, néanmoins le candidat aura l'obligation de vérifier que ces documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont normalement décelables par un professionnel. Dans ce cas, il devra obligatoirement annexer à son acte d'engagement un état faisant apparaître ces erreurs, omissions ou contradictions, et présentera, s'il y a lieu, une proposition complémentaire incluant le coût des prestations supplémentaires.

6. Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ou en langue anglaise, uniquement la version française faisant foi.

Les candidatures et les offres des concurrents seront exprimées en **EURO**.

6.1. Visite obligatoire sur site

Les candidats devront obligatoirement effectuer une visite sur site aux adresses suivantes :

Ifremer – Centre Bretagne
Site de Plouzané
1625 Route de Saint Anne
ZI de la Pointe du Diable
29280 PLOUZANÉ

Ifremer – Centre Bretagne
Site expérimental d'Argenton
11 Presqu'île Vivier
29840 LANDUNVEZ

Pour la visite sur le site de Plouzané, l'IFREMER propose 2 dates :

- **Mercredi 2 avril 2025**
- **Vendredi 4 avril 2025**

Afin d'accéder au site les candidats préviendront de leur venue au moins trois jours calendaires avant la date de la visite en adressant un mail à :

- Franck GUERNALEC – franck.quernalec@ifremer.fr
- Johann PREMEL - Johann.Premel@ifremer.fr

Les personnes souhaitant effectuer la visite se muniront d'une pièce d'identité au poste de garde sans quoi ils ne pourront accéder au site.

A l'issue de la visite le titulaire se verra remettre une attestation de visite.

Le candidat joint obligatoirement l'attestation de visite à son dossier de candidature. Tout candidat n'ayant pas effectué la visite obligatoire verra sa candidature éliminée.

Pour la visite sur le site d'Argenton, l'IFREMER propose 2 dates :

- **Mercredi 2 avril 2025**
- **Vendredi 4 avril 2025**

Afin d'accéder au site les candidats préviendront de leur venue au moins trois jours calendaires avant la date de la visite en adressant un mail à :

- Hugo Koechlin - Hugo.Koechlin@ifremer.fr

A l'issue de la visite le titulaire se verra remettre une attestation de visite.

Le candidat joint obligatoirement l'attestation de visite à son dossier de candidature. Tout candidat n'ayant pas effectué la visite obligatoire verra sa candidature éliminée.

Le candidat joint obligatoirement l'attestation de visite à son dossier de candidature. Tout candidat n'ayant pas effectué la visite obligatoire verra sa candidature éliminée.

6.2. Document à produire au stade de la candidature

Le candidat (et co-traitant/sous-traitant) fournit les seules pièces suivantes :

Situation propre aux opérateurs économiques :

1- Lettre de candidature indiquant si l'entreprise candidate au marché se présente seule ou en groupement d'entreprise formulaire.

Les candidats sont invités à utiliser l'imprimés **DC1** disponible sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

2- Justificatif de la qualité du signataire ou délégation de pouvoir identifiant le signataire par la personne habilitée à engager la société.

En cas de groupement, le mandataire fourni un **justificatif d'habilitation à engager le groupement**.

Ces documents ne sont pas obligatoires au stade de la candidature. A défaut de transmission, ces documents devront être obligatoirement transmis lors de l'attribution du marché.

3- La déclaration sur l'honneur ci-joint à signer (voir annexe 1 au présent règlement de la consultation) ;

4- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Capacité technique et professionnelle :

1- Références : une liste des travaux exécutés au cours des trois (3) dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Le candidat indique pour chaque référence le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux ;

A compléter dans le document Annexe 2 – Mémoire technique ou dans un DC2.

Capacité financière :

1- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global de l'entreprise réalisé au cours des trois derniers exercices ;

A compléter dans le document Annexe 2 – Mémoire technique ou dans un DC2.

Les candidatures doivent obligatoirement être présentées en langue française.

Pour présenter leur candidature, les opérateurs économiques sont invités à utiliser l'imprimer DC2 disponible sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Document unique de marché européen

En application des dispositions de l'article R2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place des documents DC1 et DC2 mentionnés ci-dessus.

Le service permettant de remplir le DUME est disponible à l'une des adresses suivantes :

- Service mis à disposition par l'Etat via : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>
- Service mis à disposition par la Commission européenne : <https://ec.europa.eu/tools/espdp>.

Le candidat devra néanmoins fournir toutes les informations et justificatifs demandés ci-dessus permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Informations disponibles en ligne

Conformément aux dispositions de l'article R2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur public peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figure dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Conditions d'appréciation d'une candidature groupée

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises (personnes morales ou entreprises individuelles). L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale : il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché. Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements relatifs à la candidature demandée dans l'avis de publicité et le présent règlement de consultation. Il en est de même en cas de sous-traitance.

Régularisation des candidatures

En application de l'article R2144-2 du Code de la commande publique, Ifremer se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous

6.3. Document à produire au stade de l'offre

L'acte d'engagement n'est plus demandé signé dès le dépôt de l'offre. Seul le soumissionnaire informé que son offre sera retenue procèdera à sa signature. **Le fait de remettre une offre emporte acceptation par le candidat de tous les documents constitutifs du marché.**

L'OFFRE doit obligatoirement contenir les documents ci-dessous.

L'OFFRE contiendra un projet de marché à savoir :
1- L'acte d'engagement complété ;
2- Le Bordereau des prix unitaires et le Devis quantitatif estimatif complété ;
3- Le mémoire technique à compléter obligatoirement
4- Attestation de visite signée par le représentant Ifremer.

Le candidat doit obligatoirement compléter le mémoire technique joint au dossier de consultation sous peine d'irrégularité.

Les offres doivent obligatoirement être présentées en langue française. L'unité monétaire des offres est l'euro.

Régularisation des offres

Conformément à l'article R2152-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut cependant avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

7. MODALITE DE REMISE DES PLIS

Les offres papier sont interdites.

Le candidat doit transmettre **SON OFFRE PAR VOIE DEMATERIALISEE SUR LE SITE DE LA PLATEFORME DES ACHATS DE L'ETAT « PLACE »**

Le candidat doit se rendre sur le site Internet :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette plate-forme de dématérialisation permet de :

- télécharger le dossier de consultation des entreprises, objet de la mise en concurrence, en acceptant les conditions d'accès et d'utilisation de la plate-forme (prérequis techniques, ...)
- poser des questions au pouvoir adjudicateur sur le dossier de consultation avant la remise des offres,
- répondre par voie électronique à la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique (sur la boîte mail de l'utilisateur inscrit) donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur. L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme ne sont pas traités comme des courriels indésirables ou des spams.

Présentation des dossiers et format des fichiers.

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image .jpg, .png et de documents .html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ; Macros ; ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai. La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Par exemple, en disposant d'une bande passante effective de 128 kbps, une minute est nécessaire pour télécharger un fichier de 1 Mo.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Copie de sauvegarde autorisée

Conformément à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, le candidat qui envoie son offre par voie électronique peut également transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM, DVS-ROM, clé USB...) ou sur support papier (support physique électronique non admis).

Cette copie de sauvegarde doit parvenir à l'IFREMER à date limite de remise des offres indiquées dans la publicité et en page de garde du présent règlement de la consultation.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde » AINSI que les mentions indiquées dans l'encadré ci-dessous.

La copie de sauvegarde doit être envoyée à l'adresse suivante :

Par courrier recommandé avec A.R. à :

IFREMER
DAJF/Cellule Marchés
1625 route Sainte-Anne
CS10070
29280 PLOUZANE

La copie de sauvegarde, parvenue dans les délais de remise des offres, sera ouverte si la candidature ou l'offre transmise par voie électronique :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

8. CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES

Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

- Capacités professionnelles : références, effectifs et moyens mis en œuvre pour assurer la prestation,
- Capacités techniques : moyens techniques mis en œuvre pour assurer la prestation,
- Capacités financières : comptes annuels, chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif à des prestations similaires à l'objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices.

9. CRITERE DE JUGEMENT DES OFFRES

L'Ifremer retiendra l'offre en fonction des critères pondérés définis ci-après :

- Le critère prix : 50 % de la note finale (NF),
- Le critère valeur technique : 40% de la note finale (NF) sur la base du dossier technique transmis par le candidat ;
- Le critère environnemental : 10% de la note finale (NF) sur la base du dossier environnemental remis par le candidat.

Chaque critère sera noté sur 20 puis pondéré.

9.1 Calcul de note prix (à partir des montants en € HT)

Le prix évalué est le montant total du DQE. La note maximale de 20 est attribuée au candidat qui présente le montant total le moins élevé. Les notes des autres candidats sont attribuées selon la formule indiquée ci-dessous :

$$\text{Note de prix (NP)} = 20 \times (\text{Pmini}/\text{prix de l'offre analysée})$$

Pmini= prix le moins disant

9.2 Calcul de la note technique

La note technique (NT) est notée sur 20.

Elle est calculée sur la base du dossier technique du candidat. A chaque sous-critère technique est attribuée un nombre de points.

Sous-critère d'évaluation	Note
Sous-critère 1 : Qualité des moyens mis en place pour assurer la réalisation des prestations	5 pts
- Effectifs et qualification des personnels pour assurer le marché	
- Présentation des matériels utilisés pour chaque gamme de prestation	

<p><u>Sous-critère 2</u> : Compréhension des prestations à réaliser, organisation et méthodologie mise en place pour assurer la réalisation des prestations prévues au cahier des charges, notamment sur les items suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respect du plan de gestion différencié - Rôle et missions du chef d'équipe - Planification des interventions (planning prévisionnel et ressource associées sur un an à fournir dans l'offre). 	12 pts
<p><u>Sous-critère 3</u> : Modalités mise en place en matière de sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sécurité vis-à-vis des usagers et équipements du site - Sécurité des intervenants du prestataire 	3 pts

9.3 Calcul de la note environnementale

La note environnementale (NE) est notée sur 20.

Elle est calculée sur la base du dossier technique du candidat.

Sous-critère d'évaluation	Note
<p>Sous-critère 1 : Qualité de la démarche écologique du prestataire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Impact environnemental des prestations - Non recours aux substances dangereuses - Usage de produit labellisé ou équivalent - Non recours aux produits chimiques 	10 pts
<p>Sous-critère 2 : Utilisation de matériels à faible impact environnemental</p> <p>L'utilisation d'équipements et véhicules à faible émission de CO2, ainsi que la gestion des nuisances sonores, seront valorisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation d'équipement à faible impact environnemental ; - Utilisation d'équipements à faible émission de bruit ; - Toute autre démarche liée aux équipements utilisés pour la réalisation des prestations du marché, de nature à réduire l'impact environnemental. 	5 points
<p>Sous-critère 3 : Formation et de sensibilisation des équipes</p>	5 points

<p>Le candidat sera évalué sur sa politique de formation et de sensibilisation environnementale de son personnel.</p>	
---	--

- Formations suivies par le personnel ou mises en place par l'entreprise pour sensibiliser le personnel à l'environnement ;
- Toute autre démarche à destination des intervenants dans le cadre de la réalisation des prestations, de nature à les sensibiliser à l'environnement.

9.4 Calcul de la note finale

$$NF = 0.5*NP + 0.4*NT + 0.1*NE$$

Le marché est attribué au candidat qui obtient la meilleure note finale (NF) sous réserve d'être à jour de ses cotisations fiscales et sociales.

10. CONFIDENTIALITE

Le candidat s'engage à ne pas utiliser les informations fournies par l'Ifremer dans un autre but que son offre. Le candidat s'engage à ne pas divulguer les informations et les documents fournis et à ne pas communiquer avec une autre personne que l'IFREMER, sans son autorisation préalable.

11. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU

Afin de pouvoir notifier le marché, il sera demandé au candidat retenu de transmettre les certificats et attestations mentionnées ci-dessous.

- 1) Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation,
- 2) Attestation de vigilance (6 mois),
- 3) Attestation de régularité fiscale,
- 4) attestations d'assurances civile et professionnelle.

Pour chaque cotraitant et/ou sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat retenu devra joindre également ces certificats ou les déclarations.

12. QUESTION EN COURS DE PROCEDURE ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les réponses par téléphone ne concerneront que des questions élémentaires. S'agissant de questions plus poussées d'ordre technique ou administratif, les candidats doivent obligatoirement poser leurs questions sur la plate-forme de dématérialisation PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les candidats transmettent impérativement leurs demandes **au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres**. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le dossier de consultation, 5 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

En cas de difficultés d'accès à la plateforme, le candidat peut contacter la Cellule Marchés de l'Ifremer à l'adresse suivante : cellule.marche@ifremer.fr

Annexe 1 : Déclaration sur l'honneur